



Juillet 2013

L'indicateur de revenu, en moyenne triennale, des exploitations agricoles régionales moyennes et grandes poursuit sa revalorisation mais il est encore loin du niveau atteint dans la deuxième moitié de la décennie 1990. Avec 19 600 euros par actif en moyenne en 2012, cet indicateur s'accroît de 28 % en un an. C'est son meilleur niveau depuis 2004. Il est cependant inférieur de 44 % à l'indicateur national. Les indicateurs de revenu de chacune des orientations végétales et animales sont orientés à la hausse en 2012. Les évolutions lissées en moyenne triennale retracent mieux que des pourcentages propres à chaque année l'évolution des résultats économiques des exploitations, car elles sont moins impactées que l'indicateur annuel par les fortes variations de la production, surtout en viticulture où les productions ne sont pas valorisées l'année de leur production.

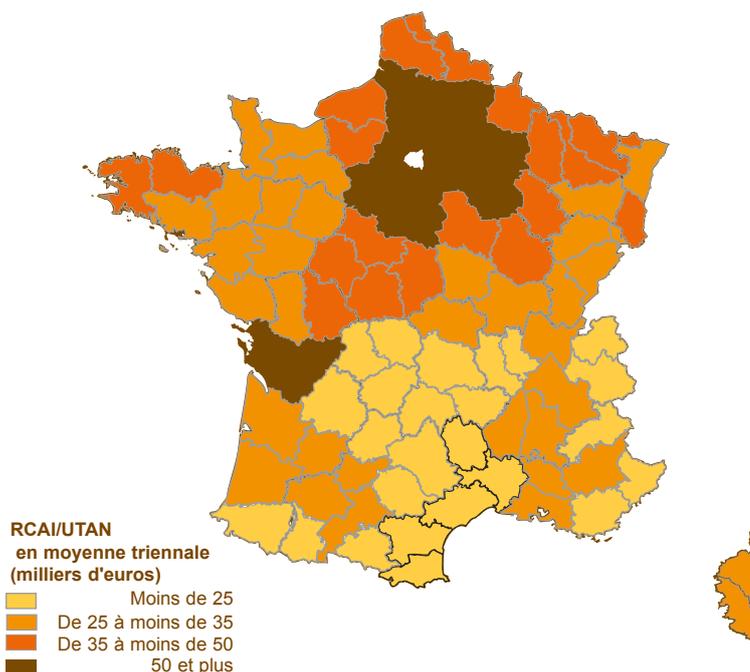


Indicateurs de revenu 2012

## Tendance à la hausse malgré un léger fléchissement

Les évolutions de revenu aux niveaux régional et départemental reflètent en large partie les spécialisations productives de ces territoires. Les tendances favorables en grandes cultures, notamment en céréales à paille (hausse des volumes et nouveau rebond des prix en 2012) contribuent ainsi très largement à la forte progression des revenus en Ile-de-France, où près de 60 % de la production provient des grandes cultures : le résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié en moyenne triennale dépasse 70 000 euros, alors qu'il était inférieur à 50 000 euros en 2010 et 2011. D'autres régions à forte dominante grandes cultures connaissent également des hausses importantes de leur résultat courant moyen, un peu moins prononcées qu'en Ile-de-France. Les inégalités entre départements se sont accrues, le rapport entre la moyenne triennale des revenus des dix départements où ils sont les plus élevés et celle des dix départements où ils sont les plus faibles est passé de 3,2 à 3,8. La hiérarchie des revenus reste par ailleurs inchangée : les plus élevés dans le grand bassin parisien (céréales, grandes cultures et vignoble champenois) et les plus faibles dans le Limousin, le Languedoc-Roussillon et l'Auvergne (élevages bovins viande et ovins-caprins, vignes et fruits). Si la région Languedoc-Roussillon est toujours parmi celles ayant les revenus agricoles les plus bas, l'écart à la

Résultat courant avant impôts  
en valeur 2012 par unité de travail annuel non salarié  
(moyenne des années 2010 à 2012)



Source : © IGN - BD CARTO © - SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitation



moyenne nationale se réduit par rapport aux années de crise viticole 2005-2010 et il reste néanmoins bien supérieur à son niveau des années 1995-2000.

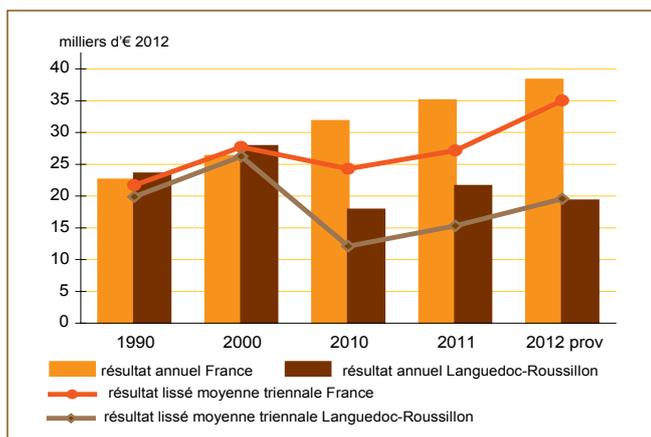
### Amélioration de l'indicateur de revenu régional

L'indicateur de revenu, en moyenne triennale, des exploitations agricoles régionales, moyennes et grandes, poursuit sa revalorisation. À 19,6 k€ par actif, il situe la région en avant-dernière place derrière le Limousin. Avec une production moyenne inférieure de 47 % à la moyenne nationale (124 k€ contre 190 k€), l'exploitation régionale est deux fois moins aidée (31 k€ en moyenne nationale par an) puisqu'elle perçoit 14,5 k€ en moyenne tout en finançant des charges de personnel supérieures d'un tiers (17 k€ contre 13 k€). De 1990 et jusqu'en 2002, le rapport entre le niveau régional et le niveau national n'a jamais dépassé 5 %. Il a atteint 60 % au plus fort de la crise viticole et stagne maintenant autour de 45 %.

Au niveau national, l'augmentation du résultat courant avant impôts (RCAI) moyen par actif non salarié de l'ensemble des exploitations est de l'ordre de 2 % par an entre 1990 et 2012, tout comme sur la dernière décennie. Mais les situations sont variables selon les spécialisations et selon les régions. En Languedoc-Roussillon, la hausse sur la décennie 1990-2000 était supérieure au niveau national (+3 % par an) mais elle a été suivie d'une très forte baisse jusqu'en 2007 (-10 % par an) puis d'une hausse de 5 % par an les 5 dernières années. Au final, le résultat de 2012 est quasi identique à celui de 1990.

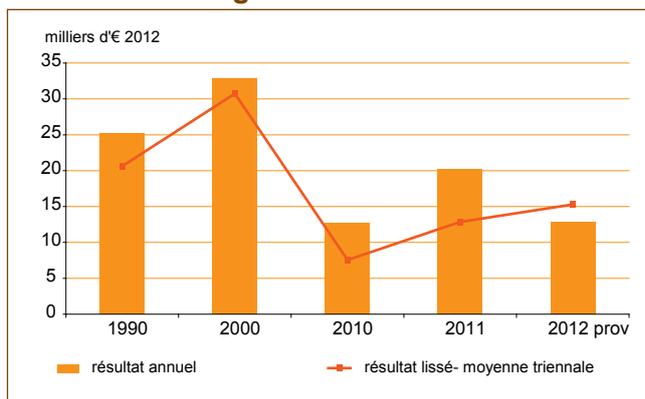
En Languedoc-Roussillon, comme dans toute la métropole, les résultats des exploitations spécialisées en arboriculture et en maraîchage, sont bien orientés : la hausse des prix observée pour la plupart des produits a en effet plus que compensé le repli des volumes produits. Mais dans la région, où près de la moitié de la production est assurée par la viticulture, le fort recul en volume de la production viticole (- 20 %) pèse sur les résultats.

### RCAI en valeur 2012 - moyenne par actif non salarié Toutes Otx



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitation

### RCAI en valeur 2012 - moyenne par actif non salarié Viticulture - Languedoc-Roussillon



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitation

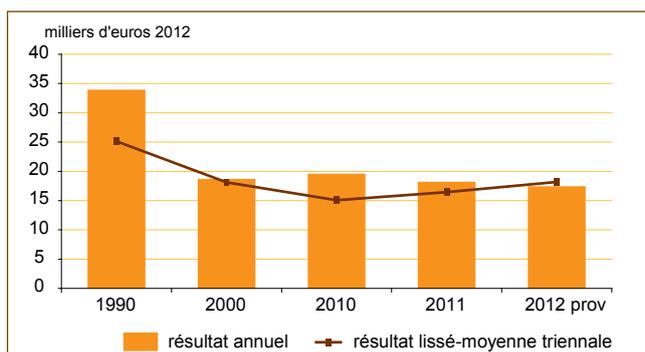
### Hausse modérée en viticulture

L'indicateur pour les viticulteurs régionaux est en hausse de 19 % mais son niveau reste très bas (15,3 k€) comparé à celui de l'ensemble des viticulteurs français (39,9 k€). En 2012, les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables pour la plupart des vignobles français. Les exploitations viticoles ont fait face à une baisse des récoltes. Le volume des vendanges est à son plus bas niveau en 2012 depuis quarante ans, même si les prix de toutes les catégories de vins sont orientés à la hausse. La mobilisation des stocks ne compense que partiellement l'incidence de la faible récolte, ce qui entraîne une dégradation sensible du revenu des exploitations viticoles en 2012 en valeur courante. En raison du poids dominant de la viticulture dans la région, l'influence sur le revenu régional est substantielle.

Les charges d'approvisionnement augmentent de 3 ou 4 % en valeur, principalement les dépenses en produits de protection des cultures en raison des poussées de mildiou induites par les conditions climatiques humides du printemps.

La bonne tenue des exportations françaises de vins (notamment AOP) vers les États-Unis et l'Asie se confirme en 2012. Pour toutes les catégories de vins, les disponibilités en début de campagne 2012/2013 se réduisent par rapport à 2011.

### RCAI en valeur 2012 - moyenne par actif non salarié Ovins - Caprins - Languedoc-Roussillon



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitation



## Quasi stabilité en ovins-caprins

Les exploitations d'élevage sont de nouveau confrontées à la hausse des prix des aliments composés, certes moins vive qu'en 2011, qui se répercute sur les dépenses d'approvisionnement. La situation est difficile pour les éleveurs d'ovins et de caprins. Leur indicateur de revenu s'inscrit en hausse de 11 % en moyenne triennale (18,2 k€) mais en recul de 4 % en 2012 en valeur courante (17,2 k€) pénalisé par une hausse des prix modérée et le poids des charges. Les prix des aliments composés pour ovins, poste prépondérant de l'alimentation animale augmentent de 5 %, mais de moindres achats tempèrent cette hausse. En conséquence, les charges d'approvisionnement progressent de 2,8 % en valeur. Fluctuant autour d'un niveau quasiment stable depuis le début des années 2000, le résultat courant avant impôts des éleveurs d'ovins et de caprins demeure en moyenne très faible sur la décennie : 16,1 k€ par actif non salarié en moyenne, inférieur de plus de 50 % au revenu moyen de l'ensemble des exploitations moyennes et grandes.

### Par département

**En Lozère**, l'indicateur de revenu est remarquablement stable en moyenne triennale mais il est très bas (17,1 k€). C'est un département où l'élevage est prédominant : les productions animales représentent plus de 60 % de la production départementale et les productions viticoles, légumières et fruitières sont quasi inexistantes (à peine 1 %). La spécialisation « bovins viande » est dominante devant celle en « ovins-caprins ». Ces exploitations bénéficient de subventions régulières de la PAC, de l'ordre de 40 k€ en moyenne par exploitation ce qui a juste pour effet de maintenir le revenu.

**L'Hérault** a également un indicateur de revenu en moyenne triennale très bas (17,3 k€). C'est le département le plus viticole de la région : les productions viticoles représentent les 2/3 de la production départementale. Le niveau de récolte très bas de 2012 par rapport à la récolte exceptionnelle de 2011 a provoqué une baisse de

## Compte simplifié des exploitations moyennes et grandes RCAI par département sur 20 ans

Ensemble des exploitations moyennes et grandes	1990	2000	2010	2011	2012 prov
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	22,6	26,3	31,8	35,0	38,3
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	21,7	27,7	24,3	27,2	35,0
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	85,9	100,0	121,0	133,4	145,8
<b>LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	23,5	27,8	17,8	21,6	19,3
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	19,9	26,2	12,1	15,3	19,6
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	84,5	100,0	64,1	77,6	69,2
<b>Par département</b>					
<b>AUDE</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	23,9	29,9	17,8	23,3	21,7
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	20,4	28,4	11,7	16,1	20,9
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	79,8	100,0	59,3	77,9	72,5
<b>GARD</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	24,3	27,6	18,0	21,6	21,2
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	20,2	26,0	12,9	15,4	20,3
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	88,1	100,0	65,0	78,0	76,8
<b>HÉRAULT</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	24,8	31,0	15,0	20,7	16,3
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	20,5	29,0	9,8	14,1	17,3
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	80,0	100,0	48,2	66,7	52,4
<b>LOZÈRE</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	20,9	18,5	20,1	17,5	13,6
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	19,0	18,0	16,2	17,2	17,1
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	113,4	100,0	109,1	94,7	73,6
<b>PYRÉNÉES-ORIENTALES</b>					
RCAI moyen par UTANS en milliers d'euros 2012	23,1	28,2	17,6	20,0	18,9
Moyennes triennales glissantes en milliers d'euros 2012 <sup>1</sup>	19,4	25,2	13,4	14,9	18,8
Évolution indice 2000 = 100, en termes réels	82,1	100,0	62,6	70,9	67,2

1- Les moyennes triennales sont affectées à la dernière année de la période concernée (la moyenne des trois années 2010, 2011 et 2012 est affectée à 2012)

Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitation

l'indicateur en valeur courante mais en moyenne sur 3 ans la croissance se poursuit.

**Les Pyrénées-Orientales et le Gard** s'en sortent un peu mieux, les indicateurs de revenu en moyenne triennale dans ces deux départements (18,8 k€ et 20,3 k€ respectivement) bénéficient de la très nette amélioration constatée pour les revenus des exploitations spécialisées en productions fruitières et légumières. Dans les Pyrénées-Orientales, le poids de ces deux productions équivaut en

valeur à la production viticole. C'est un peu moins dans le Gard mais c'est compensé par le poids des céréales, notamment du riz.

**L'Aude**, à dominante viticole (55 % de la valeur de la production départementale) a la particularité de produire également des céréales (blé dur) et des plantes industrielles. Dans ces orientations, les indicateurs de revenu sont très bien orientés si bien que la moyenne départementale (20,9 k€) est une synthèse entre différents niveaux de revenu.

## Compte simplifié des moyennes et grandes exploitations

Moyenne par exploitation en milliers d'euros courants

Ensemble des moyennes et grandes exploitations	Languedoc-Roussillon					France métropolitaine				
	année	1990	2000	2010	2011	2012 prov	1990	2000	2010	2011
Produit brut	69,4	94,5	108,6	120,5	123,4	88,0	112,7	165,9	183,7	197,9
+ Production immobilisée	1,8	3,7	3,4	4,5	4,5	1,1	2,3	3,2	3,7	3,7
+ Produits divers	0,5	1,0	2,5	2,5	2,5	0,8	1,6	3,9	3,9	4,0
= Production de l'exercice	<b>71,6</b>	<b>99,2</b>	<b>114,5</b>	<b>127,5</b>	<b>130,4</b>	<b>89,9</b>	<b>116,7</b>	<b>173,0</b>	<b>191,3</b>	<b>205,5</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,4	0,4
- Charges d'approvisionnement	15,7	23,8	29,0	32,2	33,5	29,4	39,8	58,6	66,8	70,1
- Autres achats et charges externes (nc fermages)	12,4	24,5	35,8	38,7	40,1	15,8	28,7	44,4	48,2	50,0
= Valeur ajoutée	<b>43,6</b>	<b>50,9</b>	<b>49,7</b>	<b>56,7</b>	<b>56,9</b>	<b>44,7</b>	<b>48,4</b>	<b>70,4</b>	<b>76,8</b>	<b>85,8</b>
+ Subventions d'exploitation	2,5	10,2	15,4	14,5	13,5	3,0	20,3	31,1	31,4	30,4
+ Indemnités d'assurance	0,4	1,2	1,2	0,8	0,8	0,5	1,9	1,4	1,8	1,8
- Fermages	2,9	5,7	6,3	6,3	6,5	4,4	8,6	12,1	12,7	13,4
- Impôts et taxes	2,1	1,6	2,0	1,9	2,1	2,6	1,7	2,2	2,2	2,3
- Charges de personnel	9,5	14,5	16,5	17,2	17,5	4,1	8,5	12,3	12,8	13,1
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	<b>32,0</b>	<b>40,5</b>	<b>41,6</b>	<b>46,6</b>	<b>45,0</b>	<b>37,3</b>	<b>51,9</b>	<b>76,5</b>	<b>82,3</b>	<b>89,2</b>
+ Transferts de charges	0,2	2,3	0,1	0,1	0,1	0,4	0,8	0,5	0,4	0,4
- Dotations aux amortissements	8,7	13,6	16,7	17,4	18,3	10,7	17,9	27,1	28,2	29,7
= Résultat d'exploitation	<b>23,4</b>	<b>29,2</b>	<b>25,0</b>	<b>29,3</b>	<b>26,8</b>	<b>27,0</b>	<b>34,8</b>	<b>49,9</b>	<b>54,5</b>	<b>59,9</b>
+ Produits financiers	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	0,6
- Charges financières	3,5	3,2	3,1	3,0	3,0	4,2	4,4	5,1	5,1	5,1
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	<b>20,1</b>	<b>26,3</b>	<b>22,1</b>	<b>26,6</b>	<b>24,1</b>	<b>23,1</b>	<b>30,6</b>	<b>45,4</b>	<b>49,9</b>	<b>55,4</b>
Charges sociales de l'exploitant	4,1	5,1	5,9	6,1	6,7	4,2	7,5	9,3	10,0	11,0
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros courants)	<b>16,6</b>	<b>22,5</b>	<b>17,3</b>	<b>21,3</b>	<b>19,3</b>	<b>15,9</b>	<b>21,2</b>	<b>30,9</b>	<b>34,5</b>	<b>38,3</b>
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012)	<b>23,5</b>	<b>27,8</b>	<b>17,8</b>	<b>21,6</b>	<b>19,3</b>	<b>22,6</b>	<b>26,3</b>	<b>31,8</b>	<b>35,0</b>	<b>38,3</b>
Évolution indice 2000 = 100	84,5	100,0	64,1	77,6	69,2	85,9	100,0	121,0	133,4	145,8
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012) : Moyenne triennale	<b>19,9</b>	<b>26,2</b>	<b>12,1</b>	<b>15,3</b>	<b>19,6</b>	<b>21,7</b>	<b>27,7</b>	<b>24,3</b>	<b>27,2</b>	<b>35,0</b>

Otex 3500 : viticulture	Languedoc-Roussillon					France métropolitaine				
	année	1990	2000	2010	2011	2012 prov	1990	2000	2010	2011
Produit brut	63,7	93,5	96,5	112,2	108,3	113,0	153,6	191,4	211,4	199,3
+ Production immobilisée	2,3	5,2	4,6	6,1	6,1	2,5	3,2	3,0	5,6	5,6
+ Produits divers	0,5	0,9	2,4	2,3	2,3	1,6	2,6	3,5	3,6	3,6
= Production de l'exercice	<b>66,5</b>	<b>99,6</b>	<b>103,5</b>	<b>120,5</b>	<b>116,6</b>	<b>117,1</b>	<b>159,4</b>	<b>197,8</b>	<b>220,6</b>	<b>208,6</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
- Charges d'approvisionnement	10,1	18,3	20,5	22,1	22,9	16,2	26,3	29,1	31,2	32,2
- Autres achats et charges externes (nc fermages)	11,6	23,5	35,3	38,7	40,3	17,6	32,1	45,8	52,3	54,3
= Valeur ajoutée	<b>44,9</b>	<b>57,8</b>	<b>47,8</b>	<b>59,7</b>	<b>53,5</b>	<b>83,3</b>	<b>101,1</b>	<b>123,1</b>	<b>137,3</b>	<b>122,2</b>
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation	1,2	3,9	6,0	4,6	4,2	0,8	3,4	4,3	4,1	3,8
- Indemnités d'assurance	0,2	1,0	1,2	0,5	0,5	0,4	1,5	1,0	1,4	1,4
- Fermages	3,3	6,0	5,5	5,5	5,7	7,1	14,5	17,8	20,0	21,0
- Impôts et taxes	2,2	1,7	2,1	2,1	2,3	2,5	2,6	3,3	3,3	3,5
- Charges de personnel	11,6	15,4	15,1	15,1	15,5	12,2	23,2	30,3	31,9	32,7
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	<b>29,2</b>	<b>39,6</b>	<b>32,3</b>	<b>42,0</b>	<b>34,6</b>	<b>62,7</b>	<b>65,7</b>	<b>77,0</b>	<b>87,6</b>	<b>70,2</b>
+ Transferts de charges	0,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,6	1,9	0,5	0,5	0,5
- Dotations aux amortissements	7,5	12,4	15,1	15,9	16,7	10,7	17,1	20,1	21,0	22,1
= Résultat d'exploitation	<b>21,8</b>	<b>30,2</b>	<b>17,2</b>	<b>26,2</b>	<b>17,9</b>	<b>52,6</b>	<b>50,6</b>	<b>57,3</b>	<b>67,1</b>	<b>48,6</b>
+ Produits financiers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3
- Charges financières	3,8	3,1	3,1	3,0	3,0	4,8	5,2	4,6	4,5	4,5
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	<b>18,2</b>	<b>27,3</b>	<b>14,3</b>	<b>23,3</b>	<b>15,1</b>	<b>48,0</b>	<b>45,6</b>	<b>53,1</b>	<b>62,9</b>	<b>44,4</b>
charges sociales de l'exploitant	4,3	4,3	4,4	4,8	5,3	4,8	9,5	10,9	11,3	12,5
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros courants)	<b>18,0</b>	<b>26,9</b>	<b>12,3</b>	<b>20,0</b>	<b>12,9</b>	<b>36,8</b>	<b>34,8</b>	<b>38,6</b>	<b>46,5</b>	<b>32,8</b>
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012)	<b>25,2</b>	<b>32,8</b>	<b>12,7</b>	<b>20,3</b>	<b>12,9</b>	<b>52,2</b>	<b>43,1</b>	<b>39,7</b>	<b>47,2</b>	<b>32,8</b>
Évolution indice 2000 = 100	76,8	100,0	38,0	61,0	38,8	121,2	100,0	92,2	109,6	76,1
RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012) : Moyenne triennale	<b>20,6</b>	<b>30,7</b>	<b>7,6</b>	<b>12,9</b>	<b>15,3</b>	<b>44,7</b>	<b>55,0</b>	<b>33,8</b>	<b>38,0</b>	<b>39,9</b>

Source : SSP - Agreste - Rica, comptes par catégorie d'exploitation



## Compte simplifié des moyennes et grandes exploitations

Moyenne par exploitation en milliers d'euros courants

Otex 4813 : Ovins et caprins	Languedoc-Roussillon					France métropolitaine				
	année	1990	2000	2010	2011	2012 prov	1990	2000	2010	2011
<b>Produit brut</b>	57,1	66,3	63,6	69,1	71,7	41,6	53,4	72,1	79,7	82,4
+ Production immobilisée	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,7	1,0	2,2	2,1	2,1
+ Produits divers	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,9	0,9
= Production de l'exercice	<b>57,3</b>	<b>66,6</b>	<b>63,7</b>	<b>69,5</b>	<b>72,1</b>	<b>42,6</b>	<b>54,8</b>	<b>75,0</b>	<b>82,6</b>	<b>85,4</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
- Charges d'approvisionnement	18,5	20,7	26,8	29,8	30,6	16,4	20,7	32,0	38,3	39,3
- Autres achats et charges externes(nc fermages)	9,8	18,1	22,2	23,5	24,4	9,5	17,5	27,1	29,2	30,3
= Valeur ajoutée	<b>29,0</b>	<b>27,8</b>	<b>14,7</b>	<b>16,2</b>	<b>17,1</b>	<b>16,8</b>	<b>16,6</b>	<b>16,0</b>	<b>15,3</b>	<b>15,9</b>
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation	13,4	25,7	35,9	35,8	35,3	11,8	21,7	38,6	40,2	37,5
+ Indemnités d'assurance	0,8	0,9	0,8	1,1	1,1	0,5	1,5	1,2	0,9	0,9
- Fermages	2,6	4,5	3,9	4,0	4,2	2,2	3,7	4,8	4,9	5,2
- Impôts et taxes	0,8	1,2	1,1	1,0	1,0	0,8	0,7	1,0	1,0	1,0
- Charges de personnel	1,3	0,6	0,2	1,0	1,0	0,7	1,1	1,7	2,1	2,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	<b>38,4</b>	<b>48,1</b>	<b>46,3</b>	<b>47,1</b>	<b>47,2</b>	<b>25,4</b>	<b>34,4</b>	<b>48,2</b>	<b>48,4</b>	<b>45,9</b>
+ Transferts de charges	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,5	0,5
- Dotations aux amortissements	9,3	20,6	16,2	15,8	16,6	7,4	13,4	18,0	18,9	19,9
= Résultat d'exploitation	<b>29,1</b>	<b>27,7</b>	<b>30,1</b>	<b>31,4</b>	<b>30,6</b>	<b>18,1</b>	<b>21,1</b>	<b>30,3</b>	<b>29,9</b>	<b>26,4</b>
+ Produits financiers	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
- Charges financières	2,6	2,5	2,4	2,3	2,3	2,5	2,3	2,8	2,7	2,6
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	<b>26,6</b>	<b>25,3</b>	<b>27,7</b>	<b>29,1</b>	<b>28,3</b>	<b>15,9</b>	<b>18,9</b>	<b>27,7</b>	<b>27,4</b>	<b>24,0</b>
Charges sociales de l'exploitant	2,7	5,8	5,6	6,3	6,9	2,5	4,4	5,7	6,5	7,2
<b>RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros courants)</b>	<b>24,1</b>	<b>15,1</b>	<b>18,8</b>	<b>17,7</b>	<b>17,2</b>	<b>10,2</b>	<b>12,5</b>	<b>19,6</b>	<b>18,9</b>	<b>16,5</b>
<b>RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012)</b>	<b>33,7</b>	<b>18,5</b>	<b>19,4</b>	<b>18,0</b>	<b>17,2</b>	<b>14,5</b>	<b>15,5</b>	<b>20,1</b>	<b>19,2</b>	<b>16,5</b>
<b>Évolution indice 2000 = 100</b>	182,5	100,0	103,4	96,0	92,0	93,6	100,0	129,7	123,3	106,1
<b>RCAI moyen par UTANS (milliers d'euros 2012) : Moyenne triennale</b>	<b>25,1</b>	<b>18,1</b>	<b>15,1</b>	<b>16,5</b>	<b>18,2</b>	<b>13,1</b>	<b>15,3</b>	<b>14,7</b>	<b>17,2</b>	<b>18,6</b>

Source : SSP - Agreste - Rica, comptes par catégorie d'exploitation

## Méthodologie Les indicateurs de revenu

### Un système d'information sur les revenus basé sur le Rica

- Les indicateurs de revenu agricole présentés ici visent à détailler les résultats annuels des exploitations agricoles selon les principales orientations de production et les zones géographiques. Ils sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) en liaison avec le service régional en charge des statistiques (SRISE) de la Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines moyennes et grandes. Les calculs s'appuient totalement sur les résultats du réseau d'information comptable agricole (Rica) qui constituent la référence pour les années passées. Les résultats de la dernière année sont issus d'une actualisation des résultats du Rica de l'année précédente grâce à des indices conjoncturels.
- La notion de revenu de l'activité des entreprises agricoles retenue est celle utilisée traditionnellement dans le Rica : le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié (UTANS). Les évolutions sont calculées en termes réels en déflétant par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB).
- Les données annuelles concernant les revenus moyens par actif sont présentées en niveau exprimé en valeur 2011. Afin de restituer les évolutions annuelles dans les tendances de court terme, celles-ci sont calculées en moyenne glissante sur trois ans. Les évolutions ainsi lissées représentent l'évolution des revenus annuels cumulés des trois dernières années et retracent mieux que des pourcentages propres à chaque année, très fluctuants et parfois de grande ampleur, l'évolution des résultats économiques des exploitations.
- Les indicateurs de revenu issus directement du Rica concernent les orientations technico-économiques (Otex) et les régions. Afin de retracer les disparités au sein des régions, un indicateur est également calculé par département. Il s'appuie sur les résultats du Rica par région et catégorie d'exploitation, pondérés par la structure de production propre à chaque département. Ce système permet de disposer de données totalement cohérentes et comparables en évolution et en niveau : par type d'exploitation (Otex) au niveau national, par région, pour les principales Otex de la région et par département.

# Pour en savoir plus

## Données économiques

- “L’amélioration du résultat régional se poursuit en 2011”, sur les résultats économiques des exploitations agricoles du réseau d’information comptable agricole (RICA), avril 2013,
- “Une année contrastée entre régions et orientations”, agreste primeur n° 303, juillet 2013,
- “L’agriculture en 2012 en France et en Europe”, Insee première n° 1456, juillet 2013 ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)),
- rapports présentés à la Commission des comptes de l’agriculture de la Nation du 3 juillet 2013, en ligne sur le site [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr),
- les données détaillées des indicateurs de revenu par catégorie d’exploitations et par région sont disponibles sur le site [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr), rubrique “données en ligne”.

## Installation

- Installation et transmission des exploitations agricoles, à paraître en juillet 2013.

## Viticulture

- synthèse sur la viticulture en Languedoc-Roussillon (4 pages),
- étude sur l’encépagement régional (8 pages),
- les exportations des vins produits en Languedoc-Roussillon en 2012 (6 pages).

## Les données téléchargeables sur le site internet de la Draaf

- fiches communales sur le recensement agricole,
- données de la statistique agricole annuelle (SAA).

## Les adresses internet :

<http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/Cartes-et-Donnees>

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

<http://www.insee.fr>

## Agreste : la statistique agricole

[www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr)

Direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt  
Service régional de l’information statistique et économique  
Place Jean-Antoine Chaptal - CS 70039 - 34060 Montpellier cedex 02  
Tél. : 04 67 10 18 50 - Fax : 04 67 10 18 51

Directeur de la publication : Pascal Augier  
Rédactrice en chef : Camille de Caix  
Auteur : Chantal Pailler  
Cartographie : Isabelle Dejean  
Composition : Barbara Deltour  
Dépôt légal : à parution